

## Les nombreux visages du libéralisme moderne

**OPINION** Les critiques, que lancent Erdogan, Poutine, et, à sa manière, l'intégrisme religieux aux démocraties occidentales qu'ils qualifient de décadentes, sont souvent considérées comme des attaques contre les «valeurs libérales». C'est à cette même aune que sont jugés les ralliements qu'il enregistre en Occident du côté des partis dits populistes... Trump ou Orban agiraient ainsi comme autant de torpilles complètes contre ces valeurs caractéristiques de l'Occident et ayant pour nom ouverture, tolérance, égalité, non-discrimination, etc. Comme si nos démocraties libérales et sociales ne se justifiaient que par ces vertus.

L'expression «valeurs libérales» est toutefois problématique pour deux raisons. Elle exhale un parfum universaliste qui tendrait à discréditer toute conception qui s'écarterait d'une doxa fixée une fois pour toutes. C'est justement ce dogmatisme auquel elles s'adosent qui pose problème dans le monde moderne. Et c'est contre lui que regimber les partis dits populistes. Le libéralisme répugne par définition à toute forme d'«absolutisme». Mais cette expression fait également fi des définitions multiples que revêt le libéralisme comme philosophie au fondement de ces valeurs. Or si certaines valeurs, comme celles énumérées plus haut, sont en effet communes aux divers libéralismes existants, elles peuvent cacher des approches différentes, voire contradictoires.

Historiquement, porte-parole de la liberté contre les idées imbibées de l'esprit d'Ancien Régime, le libéralisme promeut la liberté individuelle que la Constitution et la loi protègent contre toute intrusion malheureuse de la part du pouvoir. Liberté de conscience et liberté économique se marient dans un primat individualiste comme source principale de la vie collective. Mais ce libéralisme, de Constant à Bastiat ou Tocqueville, confronté à ses propres limites, va subir des inflexions à mesure de l'ancrer dans une pratique du pouvoir souvent rétive à une vision trop abstraite de la liberté. L'individu n'est pas une monade vivant en dehors d'un

tissu social et territorial qui constitue autant de déterminants dont on ne peut faire l'économie.

Avec les conservateurs, héritiers de certaines valeurs traditionalistes, le libéralisme partage un respect farouche de l'individu, dont la centralité est intangible bien que compatible avec une liberté collective qui puisera sa sève dans la nation, et non dans un Etat décrit comme une puissance anonyme facteur de despotisme. Le libéralisme est-il pour autant fermé à toute collaboration

**Le libéralisme est-il pour autant fermé à toute collaboration avec l'Etat? Loin de tout idéalisme anarchiste, le libéralisme accepte l'Etat s'il est au service de l'individu**

avec l'Etat? Loin de tout idéalisme anarchiste, le libéralisme, dans sa variante conservatrice, accepte l'Etat s'il est au service de l'individu. Dès la fin du XIXe siècle, il se dote toutefois d'un autre prolongement, sous la forme d'un Etat de type providentiel qu'il reconnaît comme gestionnaire d'une solidarité qui ne peut ressortir au seul individu, comme le pensait sa variante conservatrice.

Sur cet arrière-fond ont émergé, dans la seconde moitié du XXe siècle, quatre rameaux, que l'on peut globalement accrocher à quatre penseurs. Ludwig von Mises défend un libéralisme profondément individualiste pour lequel un Etat social ne peut être que socialiste. Wilhelm Röpke, au contraire, plaide pour un libéralisme qui

saurait barricader l'anti-keynésianisme commun à tous deux dans un Etat reconnu dans sa prudente utilité. Friedrich von Hayek, enfin, admet les limites d'un individualisme livré à ses pulsions mais ne discerne les cauteles nécessaires que dans la tradition, et non dans un Etat voué à un interventionnisme de mauvais aloi.

A ces libéralismes, qu'on taxera de «classiques», s'est opposé John Rawls. Successeur d'une certaine manière des philosophes français du radical-socialisme, il a revendiqué l'étiquette libérale pour matelasser un Etat possiblement actif pour mieux défendre la liberté. Il a ainsi établi un pont entre la liberté des libéraux et l'étatisme des socialistes à partir de valeurs indiscutablement communes dont on parlait plus haut, mais hissées à un niveau universel alors que le libéralisme classique avait appris à «concrétiser» sa liberté en l'immergeant dans une réalité qui doit être avant tout locale. Le socialisme a ainsi divorcé d'un étatsisme illibéral en épousant un libéralisme vidé de son contexte de création.

Les populistes, et les ennemis du libéralisme occidental, ont pu prospérer sur cet antagonisme né au sein d'un libéralisme devenu confus dans son énoncé original. Sans doute est-il juste de ne pas nier les points communs entre ces libéralismes, utiles aux compromis dont vivent nos démocraties. Mais il convient de les aborder dans leurs spécificités et non sous un chapeau où libéral deviendrait synonyme de social-démocrate. Plutôt «nationales», dans leur version néoconservatrice, individualistes ou «stato-compatibles» dans leurs autres variations, les valeurs libérales ne sont dignes d'être défendues que si on les reçoit dans leur complexité. ■

OLIVIER MEUWLY  
HISTORIEN



## Engageons la bataille climatique!

**OPINION** Au début du siècle, les effets des dégradations infligées au système Terre paraissent lointains. La donne a changé. Le coût annuel moyen des catastrophes naturelles s'élevait aux Etats-Unis durant les années 1980 à 3 milliards de dollars. Il est passé à 20 milliards durant la première décennie du siècle. A partir de 2011, le coût a doublé, et il a même quadruplé en l'espace de deux décennies. Avec Harvey, les 100 milliards ont été dépassés. Aux cyclones il faut ajouter inondations, sécheresses et incendies. Il a pu sur le ouest de l'Antarctique et les barrières de glace de Larsen, au nord-ouest, fondent rapidement, rendant à l'avenir une fonte rapide des glaciers continentaux possible. A l'autre extrême du globe, la température arctique a excédé en 2016 et 2017 la normale de 20°C. Au Moyen-Orient et en Asie, les journées à plus de 50°C se multiplient. Un appel de 15 000 scientifiques tirait, en fin d'année dernière, un énième signal d'alarme. Nous sommes entrés de plain-pied dans l'anthropocène.

Un récent rapport de l'ONU vient encore de nous rappeler la nécessité de ne plus produire d'émissions carbonées à compter de 2050. Le défi est gigantesque, d'autant que 6700 centrales à charbon crachent toujours leur carbone, que la Russie et la Chine s'entendent pour sécuriser l'exploitation pétrolière de l'Arctique, que la Chine qui, même si elle réduit sa production d'électricité au charbon sur son propre territoire, n'en construit pas moins de nouvelles centrales

thermoélectriques au charbon au Pakistan et dans nombre de pays d'Afrique australe, etc.

Nous n'y parviendrons pas sans des mesures comparables à celles prises lors d'une entrée en guerre, une guerre que nous devons mener contre des technologies et des pratiques obsolètes. Le livre que viennent de publier Jean Jouzel, climatologue, et Pierre Larrourou, économiste, est à cet égard éclairant (*Pour éviter le chaos climatique*, Odile Jacob). Ils proposent un «Pacte finance-climat», à savoir une manière de plan Marshall pour le climat, afin de réorienter la création monétaire de la BCE (près de 2500 milliards d'euros depuis avril 2015) de la spéculation financière vers les investissements climatiques.

**L'idée est d'injecter annuellement, pendant trente années, 1000 milliards d'euros. Chaque pays disposerait annuellement d'un droit de tirage de 2% sur son PIB**

L'idée est d'injecter annuellement, pendant trente années, 1000 milliards d'euros. Chaque pays disposerait annuellement d'un droit de tirage de 2% sur son PIB. Il serait aussi envisageable d'instituer une «Contribution climat» de quelques pour cent, via un impôt supplémentaire sur les bénéfices des sociétés. Ce prélèvement pourrait dégager 100 milliards supplémentaires par an. Les auteurs et ceux qui les soutiennent s'accordent une campagne de trois ans pour convaincre du bien-fondé de leur initiative.

Cet argent devrait permettre de mettre en œuvre les solutions technologiques dont nous disposons déjà en matière d'efficacité et d'énergies renouvelables, mais aussi les nouveaux modèles économiques et les nouvelles pratiques collectives et individuelles

— par exemple en matière d'économie de partage ou circulaire — dont nous avons besoin pour transmettre à nos enfants un cadre de vie pérenne. Plus fondamentalement, on peut souhaiter, dans un tel contexte, outre une création massive d'emplois, l'émergence d'une économie plus conviviale et de proximité, orientée sur notre qualité de vie et sur des réponses à nos aspirations véritables, plutôt que sur l'accumulation de marchandises issues de modes de production irréconvenables, suscitant souvent plus de lassitude et de frustration que de bien-être.

Jouzel et Larrourou ont reçu de nombreux appuis de poids. La Suisse, qui investit aujourd'hui, via sa banque nationale, ses caisses de pension et sa place financière, des centaines de milliards de francs dans les énergies fossiles, a un rôle important à jouer. Espérons que les réflexions de Jouzel et Larrourou sauront l'inspirer et qu'elle adoptera elle aussi, selon des modalités qui lui seront propres bien sûr, des mesures à la hauteur de la bataille climatique que nous avons à mener. ■

ADELE THORENS  
CONSEILLÈRE NATIONALE  
PARTI DES VERTS



DOMINIQUE BOURG  
UNIVERSITÉ  
DE LAUSANNE



ALEXANDER FEDERAU  
UNIVERSITÉ  
DE LAUSANNE



## Inviter le président haïtien

DANIEL FORTIS, CONCHES

La visite éclair du président américain va engendrer un déploiement de forces défilant. [...] L'aviation militaire suisse va verrouiller l'espace aérien pour protéger le déplacement en hélicoptère de Trump et de sa valise nucléaire (dont le bouton rouge est beaucoup plus gros que celui de Kim Jong-un). La station de Davos sera transformée en forteresse [...]. Notre



VOUS  
ET NOUS

président va accueillir ce «phénomène» psychiatrique qui se considère comme un «génie très stable». Après quelques déclarations provocatrices ou abjectes telles que «Haïti, pays de merde», il reprendra le jour même son hélicoptère avec sa valise. Comment peut-on inviter un personnage qui est la quintessence de la primauté, du racisme, du sexisme, de l'outrance et de la vulgarité? N'a-t-il pas traité ses hôtes de «clique de Davos» pendant sa campagne? Les organisateurs n'ont donc aucune dignité et, surtout, aucune clair-

voyance sur les desseins de ce tweetologue compulsif en proie à un enfermement narcissique? Son cerveau abrite un vide intersidéral au niveau politique. Il est obsédé par «America First», le protectionnisme, l'ultralibéralisme, le bellicisme primaire et le déni climatique. Il est en opposition avec toutes les valeurs de l'esprit du Forum de Davos qui est l'ouverture et le multilatéralisme. Pour garder leur crédibilité, les organisateurs devraient inviter le président haïtien et déclarer persona non grata le psychopathe américain et son monde de m... ■

## Et si on parlait du service public?

MICHEL VONLANTHEN, BUSSIGNY

«Peut-être n'avons-nous pas assez dialogué avec la société», écrivait Gilles Marchand, directeur de la SSR (LT du 06.01.2018). Bonne intuition car jusqu'ici le seul objet du dialogue était d'être pour ou contre la SSR. Alors qu'il faut tout de même parler du mandat de service public qui lui est confié, de son évolution, de son adéquation aux vœux des citoyens et finalement du prix à payer pour l'obtenir, ce qui est l'enjeu de la votation. Par définition, le service public audiovisuel «doit contribuer à la libre formation de l'opinion à travers une information complète, diversifiée et fidèle, en particulier sur les réalités politiques, économiques, sociales et culturelles». Rien à dire à cet égard, la SSR est parfaite. C'est au niveau du «prix à payer» pour obtenir ce service que cela se gâte car la SSR a largement dévié de sa modeste mission initiale au fil du temps. Primo la redevance est devenue chère pour les ménages modestes. Secundo la publicité prend de plus en plus de place dans les programmes, jusqu'à provoquer l'indigestion des téléspectateurs. [...] Et tertio voici que la SSR mémoire ce que font les téléspectateurs avec leurs télécommandes afin de leur envoyer de la publicité ciblée. Pour couronner le tout, Swisscom, associée à la SSR au sein d'Admeira SA, envisage de démanteler son réseau national d'émetteurs TV «pour faire des économies». Mais on pourrait tout aussi bien imaginer que c'est pour forcer tous les ménages du pays à se raccorder à son câble Swisscom TV afin qu'elle puisse espionner leurs habitudes et leur ponctionner un abonnement au passage. Elle oublie peut-être qu'en Suisse il y a 20% de ménages qui ne pourraient pas s'offrir ce luxe et que le citoyen conscient ne veut pas qu'on l'espionne, il ne l'est déjà que trop. A noter que la TV hertzienne (TNT) a l'avantage de ne pas rendre possible l'espionnage et aussi celui d'être gratuit. Alors d'accord pour payer une redevance radio-TV, mais à condition qu'elle soit proportionnelle au revenu. [...] Alors d'accord pour rejeter l'initiative «No Billag», le 4 mars prochain car le démantèlement brutal de la SSR serait trop lourd de conséquences. Mais alors obligation pour la SSR et les politiques de corriger les dérives actuelles une fois le «psychodrame «No Billag» derrière nous. ■

## A propos de se dissimuler le visage

MAYA HAUS, PULLY

Que faut-il comprendre à une initiative populaire libellée «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage»? Sous les flocons des derniers jours, combien de quidams avec écharpe autour du nez et capuchon rabattu aurait-il fallu verbaliser? Et quid de l'emmitouflage facial des adeptes de sports d'hiver ou de l'équipement intégral du motard chevronné? Quels arguments les tartuffes de tout poil vont-ils encore nous servir? ■

**Vos commentaires sont les bienvenus!**

Adressez-les à lt\_lecteurs@ringier.ch, par fax au 021 331 70 01, ou par courrier: Le Temps, Courrier des lecteurs, Pont Bessières 3, 1002 Lausanne.

Vos lettres ne doivent pas excéder 1500-1800 signes (espaces compris). Vous pouvez aussi commenter les articles d'opinion sur [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch) et l'ensemble de nos articles sur notre page Facebook.